

Observatoire de la compétitivité - « Bilan compétitivité et résilience 2021 »

Le Luxembourg fait son entrée dans le top 3 mais garde des faiblesses structurelles accentuées par la crise sanitaire

Le « Bilan compétitivité et résilience » publié le 15 décembre 2021 est l'occasion choisie par l'Observatoire de la Compétitivité de faire un état des lieux sur les effets de la crise de la Covid-19 sur la compétitivité du Luxembourg. Dans cette nouvelle édition, la notion de « résilience » vient s'ajouter à celle de « compétitivité », alors qu'il apparaît capital pour le Luxembourg d'être en mesure de résister à des chocs internes et externes, présents et futurs. S'il est encore trop tôt pour avancer un diagnostic certain dans un contexte particulièrement changeant, le tableau de bord national de la compétitivité permet une première évaluation de la situation du Grand-Duché par rapport aux autres États membres de l'Union européenne et de dégager des pistes de réflexion sur les grandes tendances visibles dès aujourd'hui. Pour l'année 2020¹, le pays passe de la 4^e à la 3^e position de l'UE-27 du classement général, derrière le Danemark (1^{er}) et les Pays-Bas (2^e), et devant l'Irlande (4^e). La remontée dans le classement est particulièrement sensible sur l'aspect économique, le pays gagnant 6 rangs par rapport à 2019 pour atteindre le 8^e rang, devant la Belgique (9^e) et la France (18^e), mais derrière l'Allemagne (7^e). L'Irlande (1^{er}), la Suède (2^e) et le Danemark (3^e) constituent les pays leader. Sur l'aspect social, le pays se maintient au 2^e rang, encadré comme l'année précédente par la Slovaquie (1^{ère}) et la République tchèque (3^e). Enfin, le Luxembourg gagne une place dans le classement sur le volet environnemental, passant de la 6^e place en 2019 à la 5^e position en 2020.

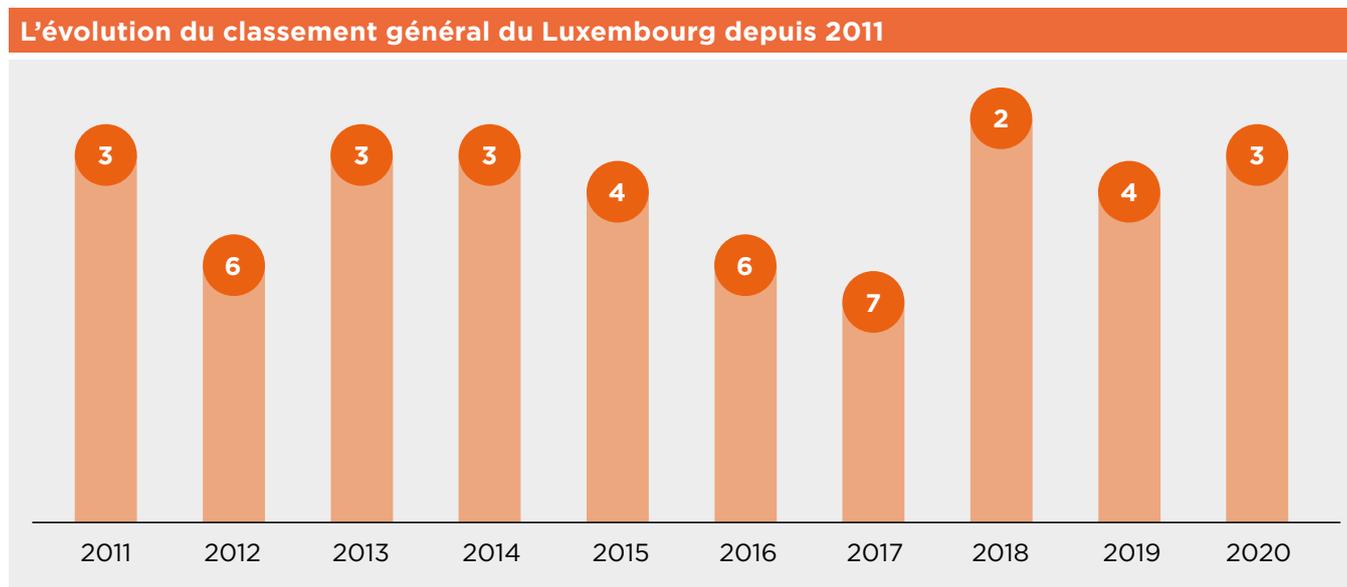
Grandes tendances de la compétitivité du Luxembourg :

- Le Luxembourg conforte son statut de pays compétitif et réintègre le top 3 au classement général du TBCO en 2020.
- Le pays a bien résisté à la crise et progresse fortement sur l'aspect économique, signe de sa bonne résilience.
- L'aspect social demeure le point fort du pays, malgré la persistance de faiblesses structurelles, dont certaines sont renforcées par la crise de la Covid-19.
- Les ambitions environnementales fortes du pays doivent encore se traduire dans les faits.

¹ Le tableau de bord national de la compétitivité repose sur les chiffres disponibles les plus récents, datant de 2020.

Depuis 2011, le Luxembourg se maintient dans le top 7 du classement général, enregistrant son résultat le plus bas en 2017 (7^e) et sa meilleure performance en 2018 (2^e, derrière l'Irlande).

Ce résultat synthétique masque toutefois ce que d'aucuns qualifient de « paradoxe luxembourgeois », à savoir la combinaison d'un niveau de productivité élevé et de faiblesses structurelles persistantes. Dans ce contexte, et dans le but de renforcer la capacité du Luxembourg à faire face aux chocs futurs, il apparaît clé de soulever les forces et faiblesses du pays afin de mettre en place une économie plus compétitive, mais aussi plus résiliente sur le long terme.



Source : Bilan Compétitivité et Résilience 2021 (Observatoire de la Compétitivité)

Le tableau de bord national, révisé en 2016, fait partie intégrante du Bilan compétitivité publié annuellement par l'Observatoire de la Compétitivité. Pouvant être adapté si besoin, cet instrument vise à appréhender les spécificités du pays dans le but d'évaluer et de suivre l'évolution de la compétitivité du Luxembourg.

Les 68 indicateurs du tableau de bord national portent sur trois piliers en particulier - l'économie, le social et l'environnement - et sont analysés de deux façons complémentaires :

- **L'approche « indicateur synthétique »** résume la position du Luxembourg à l'échelle européenne, tant au niveau général qu'au niveau des trois aspects, « économie », « social » et « environnement ».
- **L'approche « tableau de bord »** met en évidence la position du Luxembourg par rapport aux 26 autres Etats membres de l'Union européenne concernant les indicateurs individuels, classés selon les trois piliers. La position du Luxembourg par rapport à la moyenne européenne est identifiée au travers d'une classification par couleur : l'indicateur est classé vert si la performance du Luxembourg est meilleure de plus de 20% que la moyenne de l'UE, orange si elle se situe entre +20% et -20% de la moyenne européenne et rouge si les résultats sont en dessous de 20% de la moyenne européenne. En outre, les performances les plus récentes du Luxembourg sont comparées aux données de l'année antérieure via une signalisation par des flèches ascendantes, horizontales ou descendantes.

L'édition 2021 se démarque des précédentes par un pourcentage de données manquantes particulièrement élevé, du fait principalement de la pandémie qui a rendu la collecte des données issues des enquêtes plus difficile. Ainsi, près du quart des informations liées à l'économie sont manquantes (24,3%, comparé à 7,9% pour 2019). Sur le volet social, l'Observatoire de la Compétitivité fait état d'un taux de 19,6% en 2020 (ayant plus que doublé par rapport à l'année précédente). Le constat est particulièrement critique s'agissant de l'aspect environnemental, pour lequel 81,2% des données recherchées n'ont pas été trouvées ou ne sont pas disponibles. Ces ruptures de série, accentuées par la crise de la Covid-19 et ses effets négatifs sur l'accès aux données invitent à interpréter les résultats avec prudence.

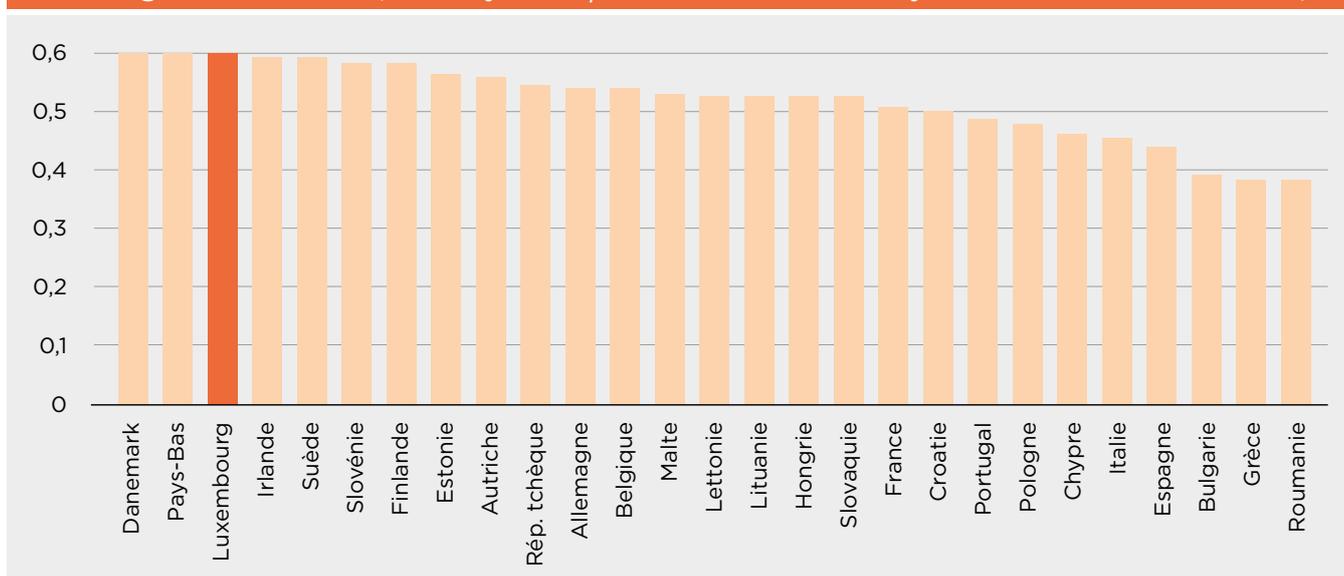
Grandes tendances du « tableau de bord de la Compétitivité 2021 »

LE CLASSEMENT GÉNÉRAL

Le Luxembourg entre dans le top 3

Comme dans l'édition précédente, le podium du Tableau de bord de la compétitivité (TBCO) pour l'année 2020 est constitué de pays d'Europe occidentale, à savoir le Danemark (1^{er}), suivi des Pays-Bas et du Luxembourg, qui gagne une place et fait ainsi son entrée dans le top 3. La Slovénie, premier pays d'Europe centrale du classement, se maintient parmi les pays leader, malgré un recul de 5 rangs par rapport à 2019, et se place 6^e. Par ailleurs, les pays d'Europe du sud et d'Europe centrale peinent à améliorer leurs performances. Le Portugal (20^e), l'Italie (23^e) et l'Espagne (24^e) demeurent invariablement en retrait. La Bulgarie, la Grèce et la Roumanie forment, comme en 2019, le groupe des pays en queue de peloton parmi les pays membres de l'UE-27.

Résultat général en 2020 (indice synthétique calculé sur base du système d'indicateurs national)



Source: Bilan Compétitivité et Résilience 2021 (Observatoire de la Compétitivité)

Une faible évolution du classement des pays de l'UE-27 sur la période 2011-2020

Nonobstant l'Irlande qui oscille entre la 1^{ère} et la 14^e position sur la période 2011-2020, les résultats des économies européennes en termes de compétitivité varient peu. Les pays en tête, à savoir le Danemark, la Suède et les Pays-Bas, se distinguent sur la durée, alors que les autres tendent à rester en milieu de course ou en queue de peloton. Ainsi, le classement du Luxembourg demeure relativement stable au cours de la décennie, le pays restant dans le top 6 (à l'exception de 2017, où il glisse à la 7^e position). Entre 2019 et 2020, le Grand-Duché progresse d'un rang, réintégrant ainsi le top 3. Avec un gain de 3 positions, la Lettonie est le pays qui enregistre la plus forte amélioration sur un an. A l'inverse, la Slovénie, 1^{ère} du classement général en 2019, recule le plus en 2020 par rapport à l'année précédente (- 5 places).

Un classement mitigé pour l'Allemagne et la Belgique, alors que la France poursuit son recul

Le Luxembourg se distingue favorablement en termes de compétitivité comparé à ses voisins sur l'ensemble de la période 2011-2020. Par rapport à 2019, l'Allemagne gagne 1 place (11^e rang), se situant ainsi à la porte du top 10 européen dont elle faisait partie de manière ininterrompue entre 2011 et 2018. Elle est suivie par la Belgique, dont les résultats sont également en hausse. En 12^e position en 2020, la Belgique affiche son meilleur classement depuis 7 ans et gagne 2 rangs par rapport à 2019, dépassant Malte, la Lituanie et la Hongrie. Cependant, l'amélioration de ses performances ne suffit pas à lui permettre de réintégrer le top 10 quitté en 2014. A l'inverse, les résultats de la France suivent une tendance baissière continue depuis 2015, l'économie française passant de la 11^e à la 18^e place entre 2015 et 2020. En 2020, elle est devancée par des pays tels que la Slovaquie (17^e), la Hongrie (16^e) ou encore la Lituanie (15^e).

FAITS SAILLANTS DE LA COMPÉTITIVITÉ DU LUXEMBOURG

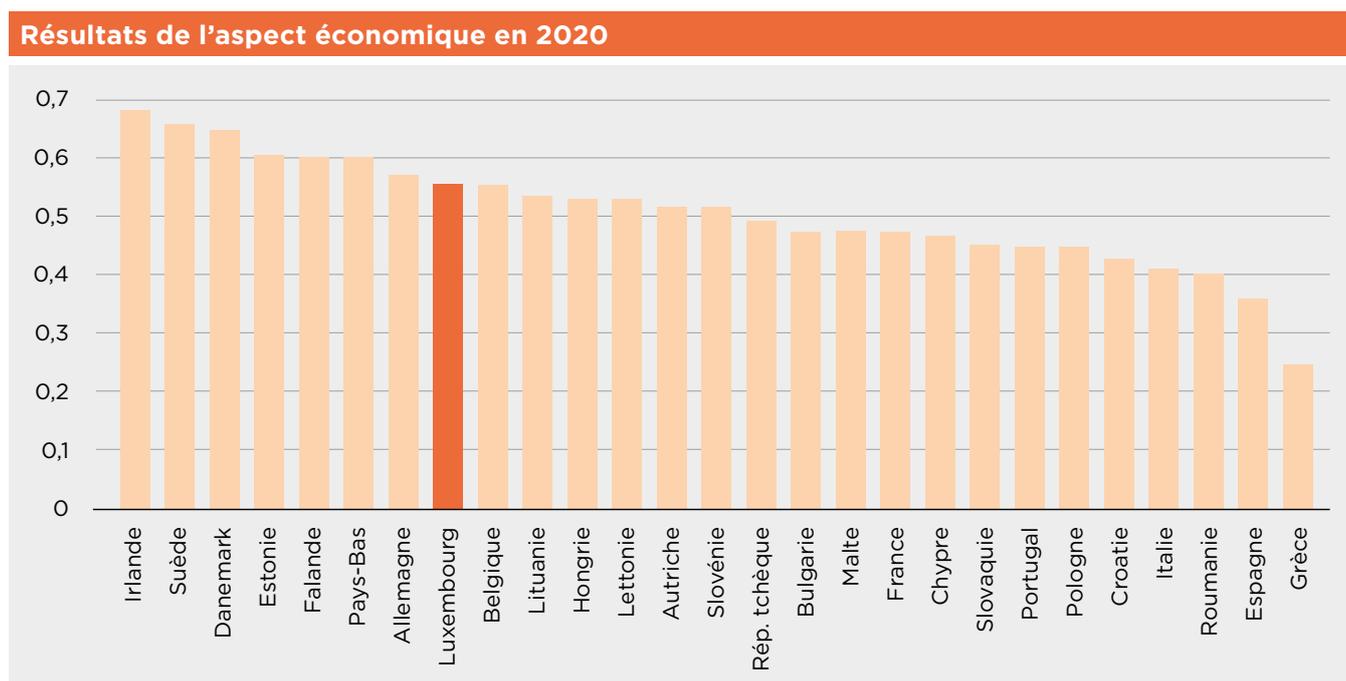
Le « paradoxe luxembourgeois »

ASPECT ÉCONOMIQUE

L'économie luxembourgeoise a bien résisté à la crise

Le Luxembourg fait son retour dans le top 10

Suite à une perte de 3 places sur l'indicateur synthétique du volet économique entre 2018 et 2019, les résultats du Grand-Duché progressent de 6 places en 2020 par rapport à l'année antérieure, réintégrant ainsi le top 10 quitté en 2017. Avec la Belgique, la Hongrie et la Lettonie, le Luxembourg figure parmi le groupe de pays ayant progressé le plus rapidement en une année. A la 8^e position, il réduit son écart avec l'Allemagne (7^e) et devance la Belgique (9^e) et la France (18^e). L'Irlande, la Suède et le Danemark dominent le classement.



Source: Bilan Compétitivité et Résilience 2021 (Observatoire de la Compétitivité)

Si le Luxembourg arbore de bons résultats sur le pilier économique, les indicateurs du tableau de bord mettent en lumière des atouts et faiblesses, dont la plupart ne sont pas nouveaux, mais ont pu être transcendés par la crise de la Covid-19. Le Luxembourg dispose de finances publiques solides depuis de nombreuses années. La progression de la dette publique luxembourgeoise dans un contexte de pandémie mondiale est plus modérée que dans la plupart des autres pays européens (+2,5 points de pourcentage en 2020, soit 24,8% du PIB), mais reste cependant non-négligeable. Les pays voisins enregistrent une progression de leur dette publique plus prononcée, équivalent à 68,7% du PIB en Allemagne, 112,8% en Belgique et 115% en France). Par ailleurs, le déficit public luxembourgeois (-3,5% du PIB) est moins marqué que celui de l'Allemagne (-4,3%), de la Belgique et de la France (-9,1%).² Comme les années précédentes, le pays se distingue par des résultats au-dessus de la moyenne pour le taux de croissance de son PIB réel (moyenne sur 3 ans). Malgré une tendance à la baisse par rapport à 2019 (-1,03%), il se classe au 8^e rang, progressant de 11 places par rapport au classement de 2019. Dans la continuité des éditions antérieures, le Grand-Duché se distingue favorablement en comparaison européenne sur les volets «rendements des obligations d'État à long terme» (2^e) et «PIB par heure travaillée» (1^{er}). Il en est de même pour le taux moyen de variation annuelle de la productivité globale de facteurs dans l'ensemble de l'économie, dont le code couleur de performance en comparaison européenne passe du rouge au vert, la contraction de la valeur de l'indicateur étant plus faible (-2,32%) que celle observée à l'échelle de l'UE (-4,94%). Le Luxembourg gagne 19 places sur cet indicateur. Bien qu'accusant une contraction de 2,8% en 2020 par rapport à 2019, «l'apprentissage tout au long de la vie» (en % de la population des 25-64 ans) demeure un point fort du Luxembourg dans le classement de l'Observatoire de la compétitivité (+1 place par rapport à 2019, pour se hisser à la 6^e position).

² Commission européenne, Prévisions économiques, Automne 2021.

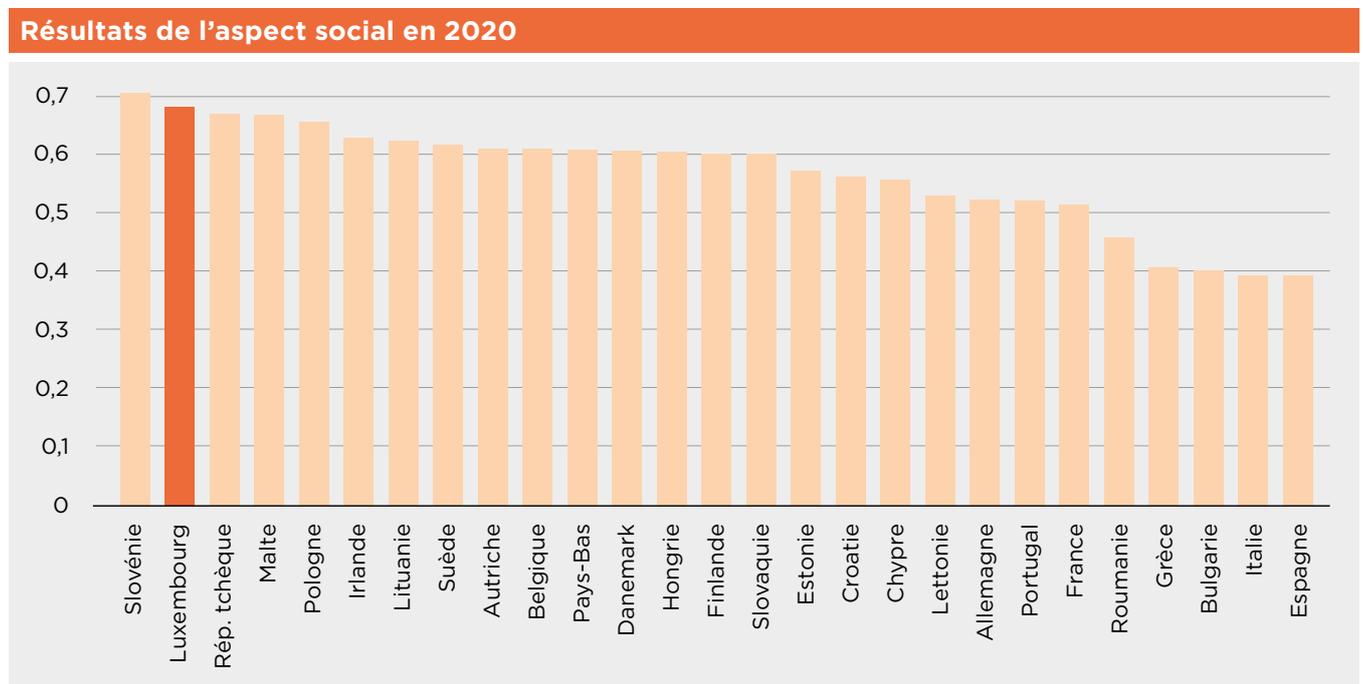
Du côté des faiblesses récurrentes, la performance du Grand-Duché est inférieure de plus de 20% à la moyenne de l'UE-27 sur plusieurs indicateurs liés à la compétitivité-prix et coût. C'est le cas, par exemple, de la productivité réelle du travail par heure travaillée (taux de croissance moyen sur 3 ans) qui enregistre en 2020 une augmentation de sa valeur par rapport à l'année précédente (+1,27%) et une avancée de 6 places dans le classement, mais reste dans le rouge. La dynamique est identique pour le coût salarial unitaire (une performance en hausse sur un an, un gain de 9 places dans le classement, mais un aspect sur lequel les résultats du Luxembourg restent médiocres en comparaison européenne). Sans surprise, la dépense intérieure brute en recherche et développement (R&D) au Luxembourg est à la baisse (une tendance qui s'observe depuis une décennie)³, avec un classement déjà médiocre qui poursuit son recul en 2020. De fait, la dépense intérieure brute en R&D, qui représentait 1,16% du PIB en 2019, contraste avec le taux de 2,23% de l'UE-27. Autre grande tendance de fond, la faible spécialisation sur les activités de moyenne et haute technologie, malgré la volonté politique de développer des niches de croissance technologiques, s'accroît en 2020 et sur la décennie passée (0,91% dans le Bilan de Compétitivité de 2010, 0,70% dans le Bilan Compétitivité et Résilience 2021). 27^e sur 28^e dans l'édition 2020 du tableau de bord de la compétitivité, le Luxembourg atteint la dernière place du classement sur cet indicateur, passant ainsi derrière Chypre⁴.

ASPECT SOCIAL

Un excellent classement qui s'accompagne du renforcement de tendances sociales lourdes dans un contexte de pandémie de la Covid-19

Le Luxembourg se maintient en 2^e position

Le Grand-Duché affiche son meilleur classement sur l'aspect social. Le trio de tête demeure inchangé en comparaison de l'édition précédente, constitué de la Slovaquie (1^{ère}), du Luxembourg (2^e) et de la République tchèque (3^e). Le Grand-Duché devance ses voisins européens : la Belgique se place à la 10^e position, l'Allemagne est 20^e. La France, 22^e en 2020, a enregistré la seconde plus grande baisse de classement après la Finlande entre 2011 et 2020 (-10 places). A l'inverse, les résultats du Luxembourg sont très stables sur cette même période, le pays étant en haut du podium de manière continue de 2011 à 2018, avant de reculer d'un rang en 2019.



Source : Bilan Compétitivité et Résilience 2021 (Observatoire de la Compétitivité)

³ Voir à ce sujet Eco News Flash N°6, De 2010 à aujourd'hui, une consolidation inachevée de l'écosystème d'innovation et de R&D luxembourgeois, 2021. <https://www.cc.lu/toute-linformation/actualites/detail/de-2010-a-aujourd'hui-une-consolidation-inachevee-de-lecosysteme-dinnovation-et-de-randd-luxembourgeois>

⁴ Voir à ce sujet Eco News Flash N°4, De 2010 à aujourd'hui, une décennie de transformation et de stagnation de la compétitivité luxembourgeoise, 2021. <https://www.cc.lu/toute-linformation/actualites/detail/de-2010-a-aujourd'hui-une-decennie-de-transformation-et-de-stagnation-de-la-competitvite-luxembourgeoise>

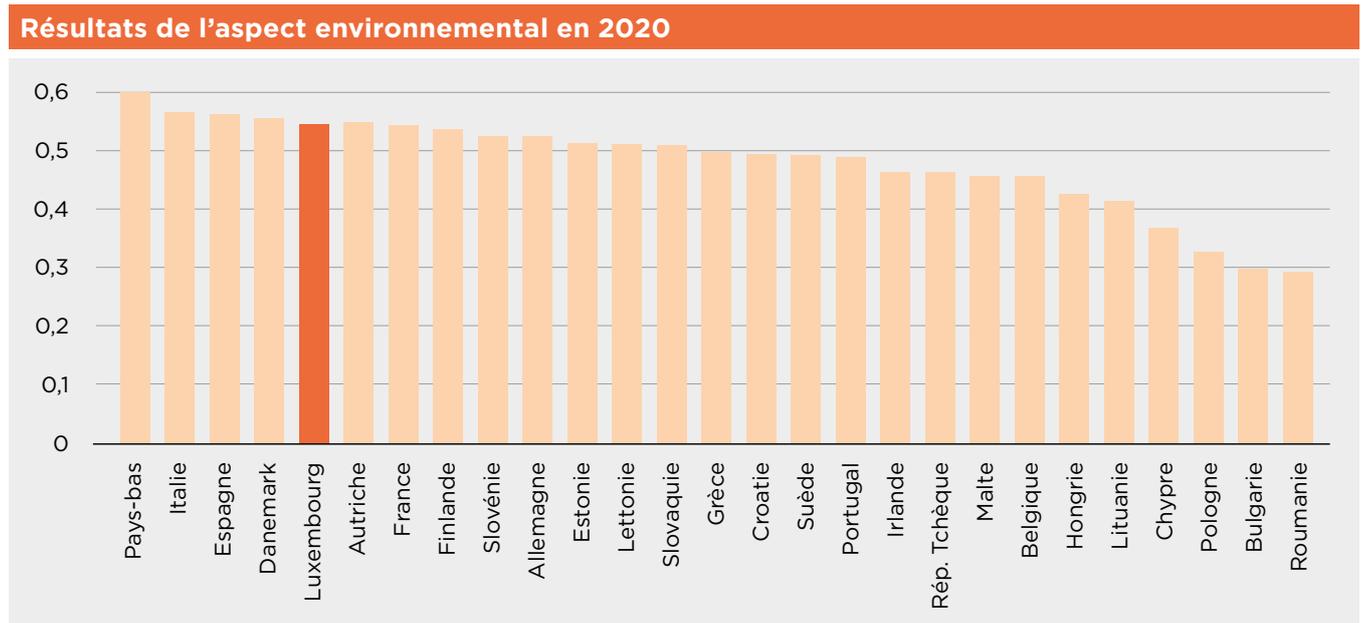
A l'échelle des indicateurs, les résultats confirment des tendances déjà présentes dans le passé. Le Luxembourg jouit d'un niveau de vie élevé et figure en tête de classement sur le revenu médian en standard de pouvoir d'achat, et ce malgré une baisse de près de 1% de la valeur de l'indicateur par rapport à 2019. L'espérance de vie en bonne santé de la population évolue positivement (+1,9 année entre 2018 et 2019). Le taux de privation matérielle grave, à hauteur de 1,7%, est le plus faible parmi les pays de l'UE-27, et ce grâce à une économie dynamique et un système de redistribution efficace (la différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux progresse de 1,4% par rapport à 2019 et le Grand-Duché avance de 2 places dans le classement). L'emploi demeure dynamique, malgré la crise de la Covid-19. Si le taux de chômage de longue durée augmente en 2020 (+0,4% par rapport à l'année précédente), ses performances restent meilleures de plus de 20% que la moyenne européenne. En outre, la variation de l'emploi par rapport à l'année précédente, bien que plus faible qu'en temps normal (1,9%, contre 3,6% en 2019), reste en territoire positif, témoignant de la bonne résistance de l'économie luxembourgeoise aux chocs issus de la pandémie. Dans ce contexte, le recours aux contrats à durée indéterminée est largement majoritaire (93,5% des salariés). Comme par le passé, le pays domine le classement s'agissant des écarts de salaires hommes-femmes, passés de 4,6% en 2018 à 1,3% en 2019. C'est également le cas pour le niveau de scolarité supérieure des 30-34 ans, le taux luxembourgeois atteignant 62,2%, soit une augmentation de 6 points de pourcentage entre 2019 et 2020.

Toutefois, les bons résultats du Grand-Duché concernant le patrimoine de sa population et l'emploi, cohabitent avec des tendances lourdes de long terme. En témoigne l'endettement des ménages dû à l'envolée des prix de l'immobilier depuis 2001 et plus récemment du fait de la pandémie de la Covid-19 qui augmente de 2,3% en une année pour atteindre 69,1%. Parallèlement, la part de la population pour laquelle la charge des coûts de logement dépasse 25% du revenu disponible du ménage est passée de 23,8% en 2019 à 24,4% en 2020, le Luxembourg reculant de 5 places sur cet indicateur pour atteindre le 18^e rang (sur 24). Enfin, sur le volet formation, la hausse du pourcentage de jeunes sans emploi, en dehors du système éducatif ou de formation pose question (+1% en 2020) et mérite un examen attentif, tout comme le taux de redoublement (dont les chiffres actualisés permettraient d'en évaluer l'étendue), sachant que la fermeture des écoles et autres institutions éducatives et d'accueil a entraîné un retard d'acquisition des savoirs et compétences, et exacerbé les inégalités sociales.

ASPECT ENVIRONNEMENTAL

Des progrès mitigés qui doivent être consolidés

Le Luxembourg est 5^e sur le volet environnemental, derrière le groupe leader constitué des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Espagne et du Danemark. Comme sur les aspects précédents, le classement du Grand-Duché est meilleur que celui de la France (7^e), de l'Allemagne (10^e) et de la Belgique (21^e). Les résultats du pays sur la période 2011-2020 varient beaucoup, avec une 17^e position en 2014 et une 4^e place en 2018.



Source: Bilan Compétitivité et Résilience 2021 (Observatoire de la Compétitivité)

Les questions environnementales ne cessent de gagner en importance et le TBCO 2021 permet d'en apprécier certains effets dans le cadre notamment de la crise de la Covid-19 (du fait du décalage temporel existant entre la mise à jour du tableau de bord et la disponibilité des données, l'édition précédente ne tenait pas encore compte de la crise)⁵. Ce suivi est d'autant plus important que des objectifs environnementaux ambitieux ont été adoptés aux niveaux européen et national. Présenté en décembre 2019, le Pacte vert pour l'Europe ambitionne de réduire de 55% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990. Plus ambitieux, le Grand-Duché s'est fixé dans son Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) de 2020 comme objectif de réduire de 55% ses émissions nationales de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2005 (dans les secteurs non soumis au système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne). Par ailleurs, il vise 25% d'énergies renouvelables et de 40 à 44% d'efficacité énergétique, également à l'horizon 2030.

Au vu des données disponibles, le Grand-Duché est dernier de l'UE-27 s'agissant de la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique, enregistrant une baisse de 7,1% en 2019 (par rapport à 2018). Si la part du pétrole brut et des produits pétroliers dans la consommation finale d'énergie du secteur résidentiel baisse, passant de 29,1% en 2018 à 25,3% en 2019, elle correspond toujours à plus du double de la moyenne européenne (11,8%), le pays restant dans le rouge sur cet indicateur. Les défis environnementaux du Grand-Duché concernent également la consommation intérieure de matières (en hausse de 2,39 tonnes par tête en 2020 par rapport à 2019), tout comme la production de déchets par tête, près de 3 fois supérieure à la moyenne européenne (24^e sur 27). Les résultats sont plus encourageants s'agissant du taux de recyclage des déchets municipaux (48,9% en 2019) comme des déchets d'équipement électriques et électroniques (44,1% en 2019), malgré une contraction de la performance comparée aux années précédentes respectives. A la 6^e position sur 27, le Luxembourg affiche un volume de dépenses de protection environnementale parmi les plus élevé de l'Union européenne (0,9% du PIB en 2019, niveau identique à celui de 2018). Les points forts du Luxembourg, et pour lesquels sa performance a évolué favorablement ces dernières années, incluent: l'intensité énergétique (87,33 kg équivalent pétrole (EP) par euro en 2019, comparé aux 119,48 EP au niveau européen), la productivité des ressources (3 euros par kg ; 2,23 pour l'UE-27), et l'emploi dans le secteur des biens et services environnementaux (3,8% de l'emploi total en 2018). Comme en 2018, le Luxembourg est 1^{er} de l'Eco-innovation Index en 2019 avec un indice de 165 (indice UE = 100). A titre de comparaison, l'Allemagne est 6^e, la France 9^e et la Belgique 16^e.

5 Comme expliqué plus haut, les données manquantes sur l'aspect environnemental du TBCO atteignent 81,2% dans l'édition du Bilan compétitivité et résilience 2021. Cela explique que la comparaison avec les années antérieures soit souvent non avenue et que les chiffres datent au mieux de 2019.

Auteure : Sidonie Paris,
Affaires Économiques

Contactez l'auteure : sidonie.paris@cc.lu